



+ 700 000 CHÔMEURS

L'ARGENT PUBLIC POUR L'EMPLOI, L'ENVIRONNEMENT ET LES SERVICES PUBLICS



PAS POUR LICENCIER!

Le plan de relance : relance du libéralisme !

L'emploi est une question politique, car c'est une question de pouvoirs et de logique de notre société. Dans le capitalisme, l'emploi est traité essentiellement comme un coût face à la rentabilité financière du capital.

La crise frappe déjà durement : 800 000 emplois supprimés, pauvreté, recul historique de la consommation. Elle va frapper plus violemment encore. Le gouvernement veut faire croire qu'il fait ce qu'il peut. Or, ce n'est pas vrai. Il appuie le capital. Le plan Castex, ce sont des milliards pour le capital et les profits et surtout des mots pour l'emploi et les productions écologiques ! Par exemple, pour le fret ferroviaire, ce sont à peine 150 millions d'euros... et sans aucune embauche de cheminots !! Pour la formation... seulement 1% du plan de relance !!

Ce n'est pas seulement une question de « contreparties » aux aides. Il faut une autre logique : au lieu de mettre l'investissement et le capital d'abord, mettre l'emploi et la formation d'abord avec une sécurité de revenu. Car le travail et les travailleurs sont un levier d'efficacité pour une nouvelle production, écologique, dans nos territoires. L'investissement doit en découler, pas l'inverse. Et il faut des moyens démocratiques de suivi dans la durée, avec les intéressés.



Fermeture de France O à Malakoff

France O avait son siège à Malakoff. La chaine de France Télévision est consacrée à la diversité culturelle et à la France d'outre-mer.

Le gouvernement, dans le cadre de réduction du service public, a décidé sa fermeture définitive. Elle a arrêté sa diffusion le 24

Alors que la majorité municipale proposait un vœu contre la fermeture de France O, les élus de droite En Marche de Malakoff (« Demain Malakoff »), ont affirmé, non sans cynisme, que "ce n'était pas grave car cela concerne des intermittents' (!).

Si la direction garantit aucun licenciement, pour les intermittents, il s'agit bien d'une perte d'emploi dans un secteur très touché par la crise.

D'autres chaines de télévision et de radio sont visées par des fermetures : France 4, FIP.... autant d'affaiblissement de la diversité culturelle du service public soumis au diktat de réductions budgétaires.









+ 700 000 CHÔMEURS

L'ARGENT PUBLIC POUR L'EMPLOI, L'ENVIRONNEMENT ET LES SERVICES PUBLICS



PAS POUR LICENCIER!

Le plan de relance : relance du libéralisme !

L'emploi est une question politique, car c'est une question de pouvoirs et de logique de notre société. Dans le capitalisme, l'emploi est traité essentiellement comme un coût face à la rentabilité financière du capital.

La crise frappe déjà durement : 800 000 emplois supprimés, pauvreté, recul historique de la consommation. Elle va frapper plus violemment encore. Le gouvernement veut faire croire qu'il fait ce qu'il peut. Or, ce n'est pas vrai. Il appuie le capital. Le plan Castex, ce sont des milliards pour le capital et les profits et surtout des mots pour l'emploi et les productions écologiques ! Par exemple, pour le fret ferroviaire, ce sont à peine 150 millions d'euros... et sans aucune embauche de cheminots !! Pour la formation... seulement 1% du plan de relance !!

Ce n'est pas seulement une question de « contreparties » aux aides. Il faut une autre logique : au lieu de mettre l'investissement et le capital d'abord, mettre l'emploi et la formation d'abord avec une sécurité de revenu. Car le travail et les travailleurs sont un levier d'efficacité pour une nouvelle production, écologique, dans nos territoires. L'investissement doit en découler, pas l'inverse. Et il faut des moyens démocratiques de suivi dans la durée, avec les intéressés.



Fermeture de France O à Malakoff

France O avait son siège à Malakoff. La chaine de France Télévision est consacrée à la diversité culturelle et à la France d'outre-mer.

Le gouvernement, dans le cadre de réduction du service public, a décidé sa fermeture définitive. Elle a arrêté sa diffusion le 24

Alors que la majorité municipale proposait un vœu contre la fermeture de France O, les élus de droite En Marche de Malakoff (« Demain Malakoff »), ont affirmé, non sans cynisme, que "ce n'était pas grave car cela concerne des intermittents' (!).

Si la direction garantit aucun licenciement, pour les intermittents, il s'agit bien d'une perte d'emploi dans un secteur très touché par la crise.

D'autres chaines de télévision et de radio sont visées par des fermetures : France 4, FIP.... autant d'affaiblissement de la diversité culturelle du service public soumis au diktat de réductions budgétaires.



